

du gaz. Nous avons promis aux contribuables qu'ils pourraient jouir d'une partie beaucoup plus importante des réserves de gaz et de pétrole de notre pays, par l'intermédiaire de Petro-Canada. Nous approuvons ces promesses pas seulement parce que nous avons donné notre parole, mais parce que ce serait une trahison historique et dramatique à l'égard de nos concitoyens que de ne pas le faire en ces temps troublés et agités au Moyen-Orient. Aujourd'hui, nous avons les moyens de subvenir à nos besoins d'énergie si nous nous arrangeons dès maintenant pour ne plus être livré à la merci des sociétés pétrolières du Moyen-Orient qui ne s'intéressent qu'à leurs profits.

Il existe un certain nombre d'écoles de pensée sur les moyens par lesquels le Canada pourrait réaliser son autarcie énergétique. Une des solutions proposées, qui émane du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) et du Parti progressiste-conservateur, forcerait le gouvernement du Canada à continuer de donner sans compter à des sociétés pétrolières et gazières appartenant à des intérêts étrangers. On nous dit que nous devrions faire confiance à ces étrangers, qu'ils investiraient sagement ces sommes colossales dans des travaux d'exploration pétrolière et gazière au Canada.

Ce qui est encore mieux, ou encore pire, selon le point de vue d'où on se place, c'est qu'on devrait laisser à ces sociétés étrangères le soin de fixer un prix juste pour l'essence et le mazout. Franchement, je n'ai aucune confiance en ces sociétés étrangères ou, devrais-je dire, je leur fais confiance dans la mesure où je peux les contrôler.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Elles ont prouvé à maintes reprises que les besoins des Canadiens ordinaires, comme moi, les laissent tout à fait indifférents. J'ai deux questions pour le député de Saint-Jean-Ouest, pour les députés de l'opposition ou pour quiconque à la Chambre ou au Canada qui serait assez naïf pour croire que les Canadiens devraient confier l'avenir énergétique de leur pays aux multinationales. Quels intérêts ces dernières serviront-elles d'abord? Les nôtres ou ceux de leurs actionnaires?

Deuxièmement, quelle place les consommateurs canadiens occupent-ils sur la liste de priorités de ces sociétés? Les réponses viennent d'elles-mêmes ou devraient venir d'elles-mêmes à l'esprit de toute personne raisonnable. Leurs profits constituent leur unique priorité et à l'heure du partage, elles ne penseront pas aux Canadiens, qu'ils soient de Terre-Neuve, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta.

Voici quelques-unes des mesures positives proposées dans le Programme énergétique national que le ministre des Finances (M. MacEachen) a déposé à la Chambre le 28 octobre. Notre politique se fonde sur trois principes fondamentaux et logiques. Nous réussirons d'abord à assurer nos approvisionnements et ensuite à réaliser notre autarcie énergétique. Nous nous sommes fixés comme objectif l'année 1990. Nous donnerons l'occasion aux Canadiens de participer à l'avenir énergétique de leur pays surtout dans les secteurs du pétrole et du gaz et nous assurerons l'équité dans la fixation des prix et le partage des recettes non seulement entre les gouvernements mais aussi dans l'industrie.

● (1730)

Je vais donner des précisions sur certains de nos objectifs. Même si nous admettons que nos importations de pétrole augmenteront peut-être un peu pendant les prochaines années,

grâce à notre plan énergétique ces importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient baisseront radicalement et en 1990 elles seront nulles.

M. King: Vous voulez faire un pari?

M. Tobin: Nous voulons assurer la canadienisation de l'industrie. Voilà notre projet. Personne n'est certes assez insensé, comme certains voudraient le prétendre, pour vouloir anticiper tout ce qui pourra se passer dans le monde mais nous avons assez de caractère et nous avons suffisamment le sens des responsabilités pour avoir un projet et au moins pour faire des efforts au lieu d'attendre passivement la fin. Nous ne sommes pas non plus les perroquets savants des multinationales; nous nous y refusons, je puis l'assurer au député.

Deuxièmement, notre objectif est de canadieniser l'industrie du pétrole qui est actuellement sous mainmise étrangère et nous poursuivrons activement cet objectif grâce au programme destiné à assurer une participation canadienne d'au moins 50 p. 100 d'ici 1990. Nous accorderons des subventions directes pour encourager la prospection du pétrole et du gaz et ce programme de mise en valeur sera structuré de façon à favoriser l'investissement des capitaux par des sociétés canadiennes et des Canadiens de tout le pays.

Un dernier et important aspect de notre politique, c'est que les provinces productrices continueront à recevoir une tranche des recettes provenant du pétrole et du gaz.

M. King: Vous êtes la bonté même!

M. Tobin: Écoutez bien. Cette tranche est plus élevée que n'en touche un état ou une province de n'importe quel autre pays producteur de pétrole au monde. Je vais vous donner un exemple. En vertu de notre formule, la province de l'Alberta empochera des recettes de 100 milliards de dollars entre 1980 et 1990.

M. McDermid: Et pourquoi pas, les ressources lui appartiennent.

M. Tobin: Comme jeune Terre-Neuvien, je ne saurais dire que cela n'est ni raisonnable ni équitable. Cela me semble tout à fait raisonnable. Je pense à notre dette de 2 milliards et demi de dollars, et cela me paraît très raisonnable. Je ne reproche pas cette recette à l'Alberta. C'est convenable et à-propos, et je trouve certainement cela juste. Et comme Terre-Neuvien, j'attends aussi très impatiemment le jour où ma province pourra profiter au maximum des gisements sous-marins de pétrole et de gaz.

Comme je l'ai dit plus tôt, ces mesures sont courageuses et révolutionnaires dans la mesure où il s'agit de l'industrie pétrolière et gazifère du Canada. Comme le gouvernement enlève effectivement aux multinationales pétrolières et gazières des pouvoirs qu'il redonne à la population du Canada, nous nous attendions à une forte réaction de ces puissantes sociétés qui préféreraient continuer comme auparavant et n'être responsables devant personne sinon leurs actionnaires et leurs conseils de direction. Est-il possible que quelqu'un ici à la Chambre soit surpris que ces géants du pétrole, que ce soit Gulf, Shell, Imperial ou Mobil, aient manifesté l'une après l'autre leur mécontentement à l'endroit de notre gouvernement qui a pris des initiatives au nom de la population du Canada? Est-ce que quelqu'un est surpris que ces mêmes sociétés aient l'impudence d'essayer de convaincre la population du Canada